

Mercredi 9 novembre 2011

Budget de la Défense 2012

Intervention de Jean-Michel BOUCHERON

Député d'Ille et Vilaine

Rapporteur du Budget de la Défense à la Commission des Affaires Etrangères

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre,

Mes chers collègues,

Monsieur le Ministre vous nous présentez un budget de 31 milliards d'euros dont 16 en investissement. Notre commission des Affaires étrangères l'a approuvé. Ce budget est, dites-vous, dans la ligne de la loi de programmation militaire ; tout est dans le mot "ligne".

En fait nous seront à 10 % au-dessous de la loi de programmation car sa réalisation sera difficile compte tenu du retard de rentrée des recettes exceptionnelles, de

la dépréciation probable des recettes immobilières, de l'épuisement des reports de crédits, d'économies lointaines attendues de la réorganisation, du surcoût inévitable des bases de défense, d'un financement d'OPEX pas encore clarifié, d'économies supplémentaires imposées par la baisse des prévisions de croissance et par les dernières annonces d'économies budgétaires. 46 milliards d'euros d'engagement non couverts à la fin 2012 ce qui rendra difficile le lancement éventuel de nouveaux programmes. La « bosse » se reconstitue.

Ce budget va donc être difficile à réaliser. Ce n'est pas un problème majeur, je n'ai pas le dogme de la loi de programmation et encore moins celui des Livres Blancs qui vieillissent très vite dans le monde post guerre froide. Que valaient les Livres Blancs rédigés avant la chute du mur de Berlin, du drame des Twin Towers ou à l'aube des printemps arabes ?

Je voudrais à ce point dire que je constate positivement que nous n'avons pas disloqué notre dispositif africain comme le dernier Livre Blanc nous y invitait avec légèreté.

La Côte d'Ivoire, la montée d'Al Qaïda au Sahel, la persistance de la piraterie sans compter quelques lointaines nécessités nous ont ramené au réalisme.

Je voudrais rappeler, que même si la LPM précédente n'a pas plus été réalisée que les autres, nos armements modernes récemment fabriqués ont été au rendez-vous de la Libye. Si j'excepte l'échec du drone européen tous les autres systèmes ont été parfaitement opérationnels : Rafale, kit de guidage A2SM, SCALP et Tigre, Mistral, SNA.

Il n'est d'ailleurs pas inutile d'établir quelques comparaisons. Les États-Unis baissent pour la première fois leur budget depuis 30 ans, mais en même temps ils augmentent leurs investissements et leur budget recherche et développement. N'oublions pas que leur retrait d'Irak et d'Afghanistan va leur faire économiser 100 milliards de dollars par an !

La Chine augmente significativement son budget. Au rythme actuel, dans 10 ans elle atteindra celui des États-

Unis. La Grande-Bretagne baissera le sien de 15% d'ici 2014. L'Allemagne, de 14%, passant ainsi très au-dessous du 1 % du produit intérieur brut.

Dans notre budget les trois principales victimes de ce ralentissement sont la simulation nucléaire, la rénovation de nos Mirages 2000 et l'éloignement dans le temps du lancement du satellite CERES. Sur ce dernier point il serait souhaitable que ce retard soit comblé car la nécessité du renseignement d'origine électromagnétique combinée à l'image d'origine spatiale est l'élément capital de nos moyens de renseignement.

Rappelons à ce moment l'immense effort de nos personnels. Ils connaîtront fin 2012, 184 mouvements de réorganisation et 34 000 départs. La suite sera plus difficile pour ceux qui en auront la gestion. Depuis la chute du Mur de Berlin, nous ne cessons de réorganiser l'outil militaire, le paysage stratégique l'impose mais cela est difficile à vivre en interne, nos concitoyens doivent le savoir.

Au titre des bonnes nouvelles à attendre, quitte à

surprendre et malgré une baisse conjoncturelle, je citerais les perspectives à l'exportation. Il est possible que le Rafale sorte enfin de son isolement franco-français. Je n'ai pas d'inquiétude sur les capacités de l'A400 M à trouver des marchés quand il sera opérationnel, le programme Félin et les bâtiments de projection et de commandement exportés vers la Russie sont aussi une excellente vitrine de nos industries d'armement.

Au titre des regrets je me dois de citer le montant trop faible des sommes allouées à la recherche et développement. Diminution de 20 millions d'euros de crédit de recherche amont. Le rapport de force stratégique se situe aussi dans la course aux technologies du futur.

Mais le principal reproche que je fais à votre politique est le trop lent retrait de nos forces d'Afghanistan.

Vous savez comme moi que ce ne sont pas les forces de l'OTAN qui ont abattu Al Qaida, que notre mission là-bas est terminée, que la situation dans trois ans ne sera pas meilleure qu'aujourd'hui, que les Afghans veulent construire leur avenir eux-mêmes, que ces coûts financiers

(un demi-milliard d'euros au minimum par an) sont aujourd'hui de pure perte.

L'intervention en Libye a été un succès politique et militaire. Un succès politique parce que la coalition n'a pas déployé de troupes au sol, qu'elle a puissamment, et je dirais, intelligemment aidé le peuple libyen sans jamais se placer contrairement à l'Irak et l'Afghanistan dans la posture de troupe d'occupation. Elle a appliqué les principes de la guerre asymétrique.

Je crois que l'on peut dire que l'on a changé d'époque : l'Afghanistan et l'Irak sont des guerres du passé, des guerres du XXe siècle dans la lignée du Vietnam ou de l'Afghanistan version soviétique.

Un peuple sur son propre sol a toujours la légitimité du combat, tôt ou tard celui qui vient d'ailleurs, s'épuise.

Un succès militaire : Pas de perte, pas d'attrition d'appareils, pas de dommages collatéraux, une grande adaptation des moyens à l'objectif. Un renseignement

humain compétent. Certes les ravitailleurs américains, leurs armes anti défenses anti-aériennes, leur renseignement en temps réel, ont joué un grand rôle, mais cela ne doit en rien minimiser la qualité de nos matériels, de nos hommes et du commandement. La représentation nationale doit leur rendre hommage.

De terribles massacres ont été évités et un peuple peut prendre son destin en main. Que les Libyens organisent leur société comme ils le souhaitent. La Libye d'aujourd'hui n'est ni l'Afghanistan du XXe siècle ni l'Iran des années 80. Il a fallu à la France près d'un siècle, trois restaurations, deux empires et quelques carnages pour passer de la révolution à la république. Que les esprits chagrins fassent un peu plus confiance à la modernité.

Ce succès ne doit en aucun cas faire baisser notre vigilance. Dans chaque OPEX même africaine, ce sont des matériels très performants qui ont dû être engagés et en grand nombre. Nos concitoyens doivent faire l'étrange constat que pendant la Guerre Froide nos armées avaient peu d'activités et que depuis elles n'ont jamais autant

travaillé. Ce monde nouveau est instable et imprévisible, nos dépenses de défense sont plus utiles que jamais.

Il n'est cependant pas possible d'évoquer l'histoire du conflit libyen sans parler du fiasco absolu de la politique européenne de sécurité et de défense. L'Europe, arlésienne politique parce qu'arlésienne budgétaire, ou plutôt arlésienne budgétaire parce qu'arlésienne politique. La vérité s'impose. Si en matière économique il y a, et avec combien de difficultés, un couple franco-allemand en matière stratégique c'est le couple franco-britannique qui s'impose durablement. Quelle Europe construirions-nous si celle-ci acceptait à ses frontières des massacres de populations civiles ?

Ce conflit a été une épreuve de vérité. Nous n'avons pas fini d'en tirer les leçons politiques et militaires.

Monsieur le Ministre, si l'Europe de la Défense a été inexistante sur le plan stratégique elle ne se porte pas mieux sur le plan industriel. La création du groupe EADS a bientôt 15 ans : depuis rien. L'Agence européenne de

Défense est morte, les coopérations structurées ne verront jamais le jour.

Un commentaire sur la proposition de nos amis américains de parapluie antimissile. Les petits pays se sont rués sur cette proposition pensant acheter une sécurité assurée par d'autres. J'espère pour eux que l'histoire ne les décevra pas.

Pour ce qui nous concerne je ne vois pas comment nous pourrions dépenser de l'argent pour un système techniquement inopérant, répondant à une menace virtuelle, décrédibilisant notre dissuasion, absorbant nos crédits de recherche. Ce concept obsolète au service d'industries lointaines serait en fait un signal de démission collective.

Je voudrais me réjouir ici de la bonne santé de nos services de renseignement et des décisions positives qui ont été prises dans le cadre de la cyber sécurité. Avec la dissuasion nucléaire, le poids stratégique des nations du XXIe siècle se mesurera à la capacité de renseignement. Il y aura ceux

qui sauront et ceux qui attendront les informations. La véritable ligne de partage politique du futur passera par là.

En conclusion et après avoir considéré l'état des systèmes de Défense de nombreux pays, je voudrais dire ma conviction que la Défense française a un excellent taux coût performances. Nous avons une dissuasion crédible et indépendante, un système satellitaire de renseignement, des capacités de projection modernes, des équipements de dernière génération, des hommes motivés ayant le sens de la Nation, nous fabriquons l'essentiel de nos armements et disposons d'une force politique majeure : un consensus de Défense qu'à ma modeste place j'ai l'honneur de servir.